Le projet éducatif des Frères des Écoles chrétiennes dans la ville de Québec (1860-1940) : modernité, urbanité et objet de polémique

Marie-Josée Larocque[1]
Université Laval

RÉSUMÉ : Dans l'histoire éducative du Québec, certains projets scolaires ont cherché à répondre aux défis posés par l'industrialisation, l'urbanisation et la modernité de la société québécoise. C'est le cas du projet éducatif des Frères des Écoles chrétiennes que ce texte propose d'explorer dans la ville de Québec. L'implantation de cette entreprise scolaire, de la seconde moitié du XIX[e] siècle aux années 1940, ne s'est d'ailleurs pas effectuée sans susciter plusieurs réactions.

ABSTRACT: In the history of Quebec's school system, some educational projects attempted to take up the challenges of industrialization, urbanization and modernity of society. The Christian Brothers' educational project is one of these. This paper examines it's realization in the city of Quebec. From the second half of the 19th century to the 1940's, this educational initiative has been carried out with much controversy.

* * *

L'École et l'Église ont grandement contribué à façonner la société québécoise, par le biais de projets scolaires notamment. L'une de ces entreprises éducatives qui a rejoint un très grand nombre de jeunes générations est certainement celle des Frères des Écoles chrétiennes. L'analyse du projet des disciples de Jean-Baptiste de La Salle est donc d'un intérêt certain pour la compréhension de l'histoire éducative au Québec.

[1] Présentement étudiante au doctorat à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, Marie-Josée Larocque est membre du Centre interuniversitaire d'études québécoises. Ayant bénéficié d'une subvention de recherche de la communauté des Frères des Écoles chrétiennes, elle est actuellement boursière du CRSHC et du Fonds FCAR.

Bien sûr, lorsque l'on s'intéresse aux communautés religieuses, on ne peut faire table rase de la riche historiographie sur le sujet. On peut penser aux ouvrages de Denault et Lévesque (1975), de Dussault (1981) et de Laperrière (1996, 1999) qui ont fort bien balisé le terrain de [redacted] recherche sur les congrégations religieuses en expliquant notamment leur développement, leur charisme et le contexte de leur arrivée au Canada. De plus, grâce aux études sur les communautés religieuses féminines, la recherche historienne a été considérablement renouvelée par des travaux tels que ceux de Dumont et Fahmy-Eid (1986), Danylewicz (1988) ou Laurin, Juteau et Duchesne (1994).

Pour ce qui est de la production historiographique spécifique aux communautés religieuses masculines, les travaux de Croteau (1996) et de Turcotte (1988) méritent une attention spéciale car, en s'intéressant à leur implication en éducation, ces études ont mis en évidence le discours moderne de leur projet. Ces auteurs ont démontré que les frères éducateurs n'étaient pas que des *courroies de transmission* de l'Église catholique officielle, qu'ils ont joué un rôle actif de précurseurs et de réformateurs en éducation et qu'ils ont activement participé à la démocratisation de l'éducation.

I. L'intérêt d'une analyse du projet éducatif lasallien

Mes recherches sur les Frères des Écoles chrétiennes et [redacted] ville de Québec poursuivent de pareilles fins mais se distinguent des travaux de Turcotte et Croteau. D'abord, même s'ils discutent des communautés religieuses masculines en général, ces auteurs illustrent leurs propos à l'aide du cas des Clercs de Saint-Viateur et de l'École Saint-Louis du Mile-End de Montréal. Turcotte [redacted] Croteau décrivent ainsi le projet éducatif viatorien, soit le cours primaire supérieur qui est l'ancêtre du cours secondaire public. Par conséquent, leurs analyses se concentrent sur la période débutant en 1920. Le projet éducatif lasallien, quant à lui, épouse plutôt les contours du cours commercial, une formation qui a fait l'objet de peu d'études au Québec[2] et qui a préparé la voie au primaire supérieur. En fait, le cours commercial, [redacted] primaire supérieur, puis le cours secondaire, sont inscrits dans une continuité, comme l'a d'ailleurs reconnu Croteau (1996 : 31). En ce sens, les Frères des Écoles chrétiennes ont joué un rôle de pionniers dans la promotion de l'accessibilité aux études. Il faut ainsi considérer le projet

---

2 Contrairement au projet éducatif des collèges classiques qui a fort bien été étudié (voir Claude Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français (1620-1970)*, Montréal, Fides, 1978, 287 p.), la formation professionnelle et technique a été peu scrutée et le cours commercial encore moins. Dans sa synthèse, Jean-Pierre Charland (*L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, Québec, Institut québécois de recherche sur [redacted] culture, 1982, 482 p.) a volontairement mis de côté ce type d'enseignement.

lasallien bien avant 1920 et, pour les besoins du présent texte, j'ai choisi de l'analyser à partir du moment où il est bien implanté, soit dans les années 1860, et cela jusqu'aux années 1940[3]. Je veux ici démontrer que, dans l'histoire éducative du Québec, dès la fin du XIXe siècle, le projet des Frères des Écoles chrétiennes était en lien avec les besoins de l'industrialisation, que son discours était moderne et urbain et cela malgré les oppositions qu'il a suscitées[4].

II. Un contexte propice à l'arrivée des Frères des Écoles chrétiennes au Canada

Pour cette démonstration, il est essentiel de revenir aux ouvrages de Voisine (1987, 1991, 1999) sur les Frères des Écoles chrétiennes et leur histoire institutionnelle. En décrivant ce qu'il appelle le *mode d'emploi* de la communauté, Voisine brosse le contexte social et éducatif qui a précédé son arrivée au Canada, à une époque où le parlement du Bas-Canada débat des problèmes de sous-scolarisation et où le Parti patriote défend un programme d'éducation nationale et démocratique. Comme l'a expliqué Charland (2000), des projets éducatifs prennent forme et risquent d'offrir une forte concurrence à l'institution catholique et à son autorité. On peut mentionner le projet éducatif protestant qui propose, grâce à la loi des écoles de syndics, des institutions accessibles qui deviendront les futurs *High Schools* ou certains projets proposés par des laïcs (tel le protonotaire J.-F. Perrault de Québec) qui favorisent la formule d'un enseignement par les pairs dans des écoles mutuelles ou lancastrienne, ce qui constitue une alternative intéressante au manque chronique d'instituteurs. L'Église catholique a cependant d'autres projets pour l'éducation des Canadiens français et la cléricalisation du personnel enseignant en fait partie. Cette situation sociale et éducative des décennies 1820 et 1830 incite donc les Sulpiciens à entreprendre des démarches pour obtenir l'arrivée au Québec de l'Institut des lasalliens qui ne pourront résister à cet appel. Les premiers frères des Écoles chrétiennes qui débarquent à Montréal en 1837 puis à Québec en 1843 sont néanmoins les dépositaires d'une congrégation qui a son propre projet éducatif. Il s'agit d'une communauté religieuse centralisée et autoritaire (Voisine, 1987) qui a effectué une longue réflexion sur l'école et qui préserve d'ailleurs jalousement son autonomie pédagogique et sa conception de l'éducation. Toutefois, avant d'interpréter ce projet éducatif lasallien à Québec, il importe de le situer rapidement.

---

[3] Il est impossible ici de couvrir toute la période où ce projet a été mis en application. C'est pourquoi les débuts incertains de l'œuvre lasallienne (de 1843 à 1859) et la fin de leur projet (les années particulièrement fertiles comprises de 1940 à 1960) ont été exclus.

[4] À l'intérieur même de la communauté, le projet n'a pas été sans causer plusieurs frictions, surtout lors de la présence du frère Réticius au Canada.

III. La cité de Québec et l'œuvre des Frères des Écoles chrétiennes

La ville de Québec comme lieu restreint d'implantation d'un projet éducatif comporte certains avantages car une telle micro-analyse favorise l'identification des liens complexes entre certains protagonistes locaux qui ont pris part aux débats scolaires. Cela permet de suivre l'évolution des positions, par exemple, des prêtres du Séminaire ou encore des représentants de la petite bourgeoisie industrielle et commerciale de la ville[5].

Cependant, comparativement à Montréal, Québec a fait l'objet de peu de monographies[6] et elles ne s'étendent guère au XXe siècle. Les études historiques sur [redacted] ville québécoise ont surtout privilégié les périodes coloniales, comme si, en recherche, on s'intéressait peu à Québec comme une cité moderne et industrialisée. Pourtant, dès 1860-1870 l'industrialisation commence à se faire sentir à Québec (Hare, Lafrance et Ruddel, 1987 : 269) et des transformations socioéconomiques et culturelles importantes sont amenées. Sans relater tous ces changements, on peut tout de même retenir quelques phénomènes qui ne sont pas sans influencer le contexte scolaire dans lequel s'inscrit le projet des lasalliens. D'abord, au point de vue économique et politique, la ville amorce vers 1870 un certain déclin notamment à cause de la diminution de ses activités portuaires. Par conséquent, même si elle continue d'être une capitale politique [redacted] religieuse importante, elle perd de son prestige et de son emprise sur l'économie et l'avenir de la province. Son urbanisation ralentit également car, en plus du départ de nombre de militaires et de fonctionnaires, une partie de sa bourgeoisie, anglophone dans une large mesure, quitte pour Montréal qui est davantage industrialisée. Néanmoins, ces mutations créent des ouvertures : une nouvelle petite bourgeoisie régionale et francophone cherche à se tailler une place dans le monde des affaires.

Peu à peu, avec ces mutations économiques et démographiques et malgré l'arrivée massive d'immigrants irlandais (dont une partie quittera aussi pour les ports montréalais), la ville devient plus française et homogène. Toutefois, l'utilisation de la langue anglaise persiste de 1860 à 1920

[5] Le fait de concentrer mes recherches sur la ville de Québec me permettra aussi de suivre la trajectoire des étudiants des lasalliens ou encore d'établir un parallèle avec leurs actions à Montréal par exemple.

[6] Ainsi, la monographie de Hare, Lafrance [redacted] Ruddel (1987) se termine en 1871. Plus récemment, et grâce à la création de la Commission de la capitale nationale, quelques ouvrages ont cependant été publiés mais sur des aspects liés justement à son statut de capitale, à son architecture, etc. Quelques thèses et études, par exemple celle de Benoit (1993), ont abordé la conjoncture économique de Québec à l'ère industrielle par le biais des certains groupes sociaux ou de diverses problématiques particulières.

et témoigne à la fois des vestiges d'une élite perdue et d'une volonté de poursuivre un rôle dans l'économie du Québec. Sous l'influence d'un nationalisme axé sur la langue, ce n'est que plus tard, dans les années 1930, que la culture française apparaîtra menacée, particulièrement en milieux urbains (Linteau, Durocher et Robert, 1989 : 706). L'anglais deviendra suspect, surtout en enseignement.

Bref, la ville conserve quelques avantages liés à son statut de capitale et demeure un centre de décision relativement important mais son avenir est incertain car Québec a du mal à prendre le virage de l'industrialisation. Son économie doit se diversifier et miser davantage sur le secteur des services et sur l'industrie manufacturière. De plus, les ouvriers des usines, Canadiens français et Irlandais pour la plupart, travaillent dans des conditions très difficiles et vivent les effets néfastes de l'industrialisation et de l'urbanisation (logements vétustes, conditions de vie pénibles, pauvreté, etc.). Graduellement, sous l'influence du libéralisme (Heap, 1995), commence à se répandre l'idée qu'une meilleure formation et qu'une éducation davantage en lien avec l'industrialisation serait une façon d'améliorer à la fois le sort de la ville et sa productivité économique et celui des milieux ouvriers qui, grâce à une meilleure qualification, amélioreraient leurs conditions de vie sans en passer par une remise en question de l'ordre social. C'est ce à quoi les Frères des Écoles chrétiennes voudront répondre dans le domaine éducatif.

Ainsi, lorsque les lasalliens s'installent dans la ville à partir de 1843, le paysage urbain de Québec est en changement et de plus en plus marqué, dans sa division géographique, par la hiérarchie sociale. À côté d'une relative aisance dans la haute-ville, la pauvreté des familles de [redacted] basse-ville empêche ces dernières d'assumer l'instruction de leurs enfants. Des sociétés d'éducation sont mises sur pied pour promouvoir la scolarisation des jeunes. Depuis 1845, on a aussi créé deux commissions scolaires confessionnelles. Composés de commissaires choisis par le Conseil de ville où les commerçants tentent une percée, ces organismes prennent sous leur responsabilité quelques écoles de la ville. Mais, du côté catholique, ce sont toujours les congrégations religieuses qui dirigent plus de la moitié des institutions scolaires de [redacted] ville en 1860.

À ce moment, on peut d'ailleurs considérer que les lasalliens disposent déjà, après des débuts chaotiques (incendies, insalubrité des maisons d'écoles et problèmes financiers), d'un ensemble d'institutions bien établies pour véhiculer leur projet éducatif. En 1870-1880, ils disposent d'une dizaine d'institutions scolaires qui forment, à une échelle locale, un quasi-réseau scolaire complet pour l'époque : à la basse-ville, des écoles élémentaires et des collèges pour garçons, par exemple dans les paroisses Saint-Roch, Saint-Sauveur, Jacques-Cartier, Notre-Dame-de-la-Garde, etc. Depuis 1862, ils

possèdent aussi, en haute-ville, une institution qui prétendra rapidement à une formation de niveau avancé : l'Académie commerciale. Cette institution, qui deviendra le fleuron de leurs écoles à Québec, est d'abord anglaise et sise dans le quartier commercial Saint-Louis près de Grande-Allée. On y dispense un programme en lien avec les besoins socioéconomiques suscités par l'industrialisation. L'Académie commerciale veut aussi combler une lacune importante à Québec qui ne possède pas d'institutions scolaires avancées accessibles aux milieux populaires. Comme ailleurs au Québec à cette époque, la formation offerte aux garçons est alors limitée et seuls les mieux nantis peuvent espérer se rendre à l'université via la voie royale constituée par les collèges classiques.

Bref, près de cent ans après son arrivée à Québec, la congrégation des Frères des Écoles chrétiennes occupe une certaine importance dans le secteur scolaire de la ville. Sur les 207 religieux qui enseignent à Québec à la fin des années 1930, 127 sont des lasalliens et sur les 9 258 garçons qui fréquentent les écoles de la ville, plus de 5 000 sont des élèves des frères de La Salle[7]. À l'aube des années 1940, l'Académie commerciale de Québec aura été fréquentée par plus de 10 000 garçons[8]. Leur projet éducatif a ainsi trouvé sa place parmi les institutions scolaires de la ville et dans une voie que les frères éducateurs considèrent inoccupée. Cela n'aura pas l'heur de plaire à certains de leurs détracteurs qui y voient une concurrence indue et une ingérence dans la chasse gardée que constituait la formation post-élémentaire des garçons. Pour saisir ces réactions, il importe de cerner davantage le contenu proposé par l■ projet éducatif des Frères des Écoles chrétiennes de Québec.

IV. Le projet lasallien : une éducation moderne empreinte d'urbanité ?

L'analyse du projet des lasalliens ne peut faire l'économie de prendre d'abord en compte les écrits fondateurs de la communauté qui guident son action ■ déterminent une bonne part de sa marge de manœuvre car la communauté y est très fidèle malgré quelques accommodements. Cet héritage de saint Jean-Baptiste de La Salle est notamment constitué ■ consigné par *La conduite des écoles chrétiennes*, un ouvrage pédagogique publié depuis 1720, réédité et modifié de nombreuses fois. Les préceptes prônés par le

[7] Données compilées à partir de Marc Des Roches, *150 ans au service des Québécois. Histoire de la Commission des écoles catholiques de Québec 1846-1996*, Québec, CECQ, 1995, p. 97 et de *L'œuvre d'un siècle*, Montréal, Les Frères des Écoles chrétiennes, 1937, p. 193.

[8] Estimation d'après l'Association de La Salle, *Liste des noms d'élèves inscrits à l'Académie commerciale de Québec de 1874 à 1940*, s.d., Archives des Frères des Écoles chrétiennes à Québec (AFECQ).

fondateur sont clairement établis : l'enseignement primaire doit être gratuit pour les enfants du peuple ; la lecture et l'écriture sont vulgarisées ; l'école est organisée en classes multiples (enseignement simultané) ; l'apprentissage auprès des adultes et des jeunes en difficulté de même qu'un enseignement de type professionnel sont promus ; les maîtres doivent recevoir une formation culturelle et pédagogique ; enfin, une certaine importance est accordée à la langue maternelle des enfants.

Outre cet héritage fondamental, les lasalliens adaptent leur projet éducatif et leur discours à la réalité comme en témoignent la correspondance, les rapports et les mémoires présentés par les frères aux autorités religieuses et civiles, les prospectus qui explicitent les objectifs de leurs d'institutions scolaires, etc. Il s'agit bien sûr du discours officiel de la congrégation, ce qui ne garantit pas une application complète du projet, mais ces documents offrent des informations fort pertinentes quant aux finalités poursuivies par les lasalliens. De même, l'analyse de deux publications exclusives à la communauté de Québec, malgré le fait qu'elles ne commencent à paraître que vers la fin de notre période d'études, a complété nos informations. Il s'agit d'abord, à partir de 1936, de la revue mensuelle *La voix du travail*, l'organe de liaison entre les frères du district et la Commission des études, une instance de gestion et de réflexion sur l'enseignement des frères. La deuxième publication analysée, l'album *Le Voilier*, paraît annuellement à compter de 1934. Cette publication luxueuse était distribuée aux visiteurs et finissants de l'Académie lors d'une cérémonie de fin d'année et se voulait le véhicule de la culture institutionnelle de l'établissement.

Voici ce que révèle l'analyse de ces documents en ce qui a trait au projet éducatif des lasalliens de Québec, à son évolution et à la récurrence de certains thèmes. Tout d'abord, s'il est un élément essentiel pour les Frères des Écoles chrétiennes, c'est bien que l'éducation se doit d'être intégrale, c'est-à-dire tout autant religieuse et morale que physique, intellectuelle et professionnelle. Cet aspect est présent dès les prospectus de 1891 et 1900[9]. Les frères expriment aussi clairement l'idée qu'il faut rendre l'éducation accessible à chaque élève, selon ses capacités[10], peu importe le milieu d'origine. Pour les frères, les jeunes garçons sont peu différents entre eux et possèdent des facultés et aptitudes communes à tous[11]. Aussi, et cela reviendra de plus en plus dans leurs discours, les frères considèrent que les études de culture générale sont fort importantes et ne devraient jamais être

---

[9] *The Brothers of the Christian School's Commercial Academy*, [1891], 4 p., AFECQ ; *Commercial Academy conducted by the Brothers of Christian Schools*, [1900], 4 p., AFECQ.

[10] *Commercial Academy...*, 1900, AFECQ.

[11] Frère Stanislas, *Objet de l'école primaire à ses divers degrés*, 1940, non paginé, Archives des Frères des Écoles chrétiennes à Montréal (AFECM).

abandonnées pour une orientation professionnelle superficielle ou pour une spécialisation utilitariste trop précoce[12] de crainte de *former des automates*[13].

Malgré ces considérations, les lasalliens estiment cependant que leur enseignement est aussi une préparation à gagner sa vie. Leur projet éducatif n'est pas qu'idéalisé ou utopique et comporte, aussi tôt qu'en 1874, des fins pragmatiques lorsque, par exemple, ils implantent et cherchent à promouvoir l'enseignement du dessin, puis de la chimie et de la physique, *ces connaissances si utiles à l'homme*, disent-ils. En 1929, ils sont convaincus que l'enseignement secondaire doit aussi servir les intérêts de la science, de l'industrie et du commerce. En fait, il s'agit de « préparer adéquatement la jeunesse à prendre demain la direction de notre vie économique[14] », c'est pourquoi il faut favoriser l'accès à plusieurs facultés universitaires comme le font les *High Schools* américains[15].

De même, les lasalliens sont soucieux d'inscrire leur projet éducatif dans un contexte urbain. En fait, ils considèrent le milieu rural peu propice à leurs activités éducatives, ne serait-ce parce que l'enseignement simultané y est peu applicable. Ils valorisent d'ailleurs très peu la formation agricole et considèrent, en 1920, que les programmes d'études sont trop ruralisés et que l'on devrait plutôt former de futurs industriels et commerçants chez les fils de cultivateurs. Les lasalliens de Québec constatent aussi que : « si on avait un outillage comme les HEC [Hautes études commerciales à Montréal], la richesse de la communauté de Québec et du district augmenterait[16] ». D'autant plus que, selon eux, Québec est toujours, en 1928, désespérément en déficit d'hommes d'affaires[17]. C'est pourquoi les frères affirment qu'il faut que l'enseignement soit, en ville, plus poussé et plus spécialisé que l'apprentissage de l'anglais y soit plus intense[18].

Ainsi, le projet éducatif lasallien doit servir à « se développer et se tenir en ligne avec le progrès du commerce et de l'industrie[19] ». C'est ce qu'ils entendent par l'expression *une éducation moderne*, celle dont l'objectif

[12] Comité des frères enseignants de la ville de Québec, *Mémoire sur l'enseignement présenté à son Éminence le Cardinal Jean-Rodrigue Villeneuve Archevêque de Québec*, [1939-1940], 10 p., AFECQ.

[13] Commission pédagogique des Frères des Écoles chrétiennes de Québec, *Rapport sur l'objet de l'école*, 1942, p. 25, AFECQ.

[14] Frère Stanislas, *Suggestions sur l'enseignement*, 1941, non paginé, AFECM.

[15] Commission pédagogique des Frères des Écoles chrétiennes de Québec, *Rapport...*, 1942, 34 p., AFECQ.

[16] *[Défense pour des Hautes études commerciales à Québec]*, février 1924, non paginé, AFECM.

[17] *Cours supérieur de commerce à l'Académie commerciale*, [1928], 4 p., AFECQ.

[18] Frère Stanislas, *Suggestions...*, 1941, non paginé, AFECM.

[19] *[Défense pour des Hautes études commerciales à Québec]*, février 1924, non paginé, AFECM.

devrait être de « favoriser l'individualité sans perdre de vue les exigences et les besoins de la société[20] ». Mais l'industrialisation n'a pas que des aspects positifs pour eux. Surtout après la crise économique de 1929, apparaissent de plus en plus dans leurs discours les dangers de la libre concurrence dans le commerce et l'industrie. Les Frères des Écoles chrétiennes craignent les Trusts, *ces organismes d'exploitation humaine*, et l'écrasement des plus faibles[21]. Tout en faisant la promotion de la modernisation de la société et du progrès économique et social, la plus grande prudence est de rigueur chez les lasalliens et, face au communisme et aux conflits mondiaux notamment, ils se montrent soucieux :

> Où la jeunesse va-t-elle diriger ses pas inquiets ? Elle est sollicitée de toutes parts. Certainement pas vers nous, éducateurs, si nous nous obstinons à être retardataires dans cette course affolée, si nous nous figeons dans un traditionalisme de méthode qui étouffe la jeunesse d'aujourd'hui [...] il faut être ultra-moderne, devancer son temps ; renseignons-nous, ayons un regard assez large pour regarder outre frontière (*La voix du travail*, 3, 13, 1939, p. 119).

Bref, la modernité, parfois crainte mais aussi exaltée, est présente dans le projet lasallien. Dans leur discours, elle est synonyme d'industrialisation et se vit dans un contexte essentiellement urbain. Comme l'a aussi observé Serge Gagnon « on chercherait en vain des accents agriculturistes » dans le projet des Frères des Écoles chrétiennes[22] qui met un point d'honneur, comme ils l'affirment, à « adapter l'enseignement aux besoins de lieu et de temps[23] ».

V. Quelques réactions suscitées par le projet éducatif des Frères des Écoles chrétiennes

Dans ce contexte, on peut comprendre que, comme l'avait souligné Croteau (1996), le projet éducatif des frères enseignants défie le conservatisme des autorités scolaires dont le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique. De même, selon Turcotte (1988), le haut clergé séculier en sera l'un des plus féroces adversaires. D'autant plus que le projet des frères éducateurs se veut résolument tourné vers le modèle nord-américain des *High Schools* « ce qui est mal vu dans le Québec nationaliste d'alors » (Voisine, 1991 : 359).

---

[20] Commission pédagogique des Frères des Écoles chrétiennes de Québec, *Rapport...*, 1942, p. 23, AFECQ.

[21] *Le Voilier*, 1934, p. 59.

[22] Gagnon a quant à lui analysé des manuels scolaires dont le livre de lecture des lasalliens *Le nouveau traité des devoirs d'un chrétien envers Dieu*, voir Serge Gagnon, *De l'oralité à l'écriture. Le manuel de français à l'école primaire (1830-1900)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 137.

[23] Frère Stanislas, *Suggestions...*, 1941, 4 p., AFECM.

Au niveau local, les réactions sont tout aussi véhémentes chez les autorités en place et culminent dans les années 1920. Une réelle polémique[24] est d'ailleurs suscitée par l'enseignement donné par les frères. Elle met dos à dos des acteurs aux positions bien campées : d'un côté, d'anciens élèves, quelques députés, certains instituteurs laïcs et enseignants religieux, tous fervents défenseurs du projet éducatif lasallien ; de l'autre le clergé promoteur des humanités et collèges classiques pour qui l'enseignement dispensé par les frères à l'Académie de Québec est bassement matérialiste, dangereux pour l'anglicisation des jeunes étudiants, sans compter qu'il attire en ville certains fils d'agriculteurs, accélérant la désertion des campagnes. Parmi ces détracteurs, on note Mgr Ross qui dénonce vertement l'enseignement commercial des frères : « croit-on que l'avenir de notre race, son salut, son influence, dépendent du nombre de petits commis qu'on aura gavés d'arithmétique et d'anglais[25] ? ».

Du côté de l'Université Laval, les réactions seront tout aussi négatives et les frères auront beaucoup de mal à faire reconnaître leur École supérieure de commerce, la section avancée de l'Académie commerciale. Son affiliation à Laval ne se fera qu'en 1938, après moult tergiversations. C'est que, comme l'a bien expliqué Jean Hamelin, l'entrée dans la modernité suscite bien des inquiétudes chez ceux qu'il appelle *la vieille garde du Séminaire et certains bien-pensants de l'élite de Québec* :

> On le pressent, telle qu'elle se présente cette question [le cours commercial des frères] dérange une triple hégémonie, celle du cours classique, celle des professions libérales traditionnelles, celle des prêtres séculiers sur l'enseignement supérieur. En bref, ce projet ne met en cause rien d'autre que l'ordre établi et le cours naturel des choses (Hamelin, 1995 : 148-149).

En effet, le projet lasallien heurte de front le projet d'éducation classique et l'enseignement universitaire qui, dans l'esprit des fondateurs de Laval du moins, s'adresse à des individus triés sur le volet, qui possèdent déjà un capital, non pas économique comme c'est le cas pour la petite bourgeoisie besogneuse, mais culturel acquis dans les collèges classiques. Même s'il possède avec le projet lasallien des ressemblances (une formation intégrale, une éducation en extension de la famille, etc.), le projet éducatif dit classique s'en éloigne passablement car il ne considère pas que la mission des Canadiens français est de manier les capitaux mais bien plutôt de faire rayonner la pensée et la religion, catholique bien sûr.

Néanmoins, et ce fait demeure encore trop méconnu, le projet des lasalliens n'a pas que des détracteurs. En fait, au fil des ans, des appuis se

[24] *Allumez vos lampes, s'il vous plaît !!! L'enseignement de l'anglais. La désertion des campagnes. Les collèges commerciaux*, 1921, AFECQ.

[25] *Le Devoir*, 18 septembre 1920.

sont constitués auprès d'individus isolés ou regroupés en amicale d'anciens qui plaident en faveur de l'enseignement des sciences et de leur utilité dans le progrès économique. Certains professeurs de Laval ou encore des politiciens, comme Lomer Gouin en 1905 et plus tard le premier ministre Taschereau, appuieront le projet des frères tout comme certaines figures importantes de la hiérarchie catholique, le cardinal Villeneuve par exemple, un ancien élève des Frères des Écoles chrétiennes faut-il le souligner. Mais l'appui le plus indéfectible viendra de la petite bourgeoisie locale, composée de commerçants, d'hommes d'affaires, d'industriels, d'assureurs, de constructeurs, de membres de la Chambre de commerce et d'associations corporatives, qui fournissent tous un appui total au projet éducatif de l'Académie, quand ce n'est pas un soutien financier comme en témoignent les listes de souscription aux œuvres de l'Institut de Québec.

Finalement, c'est grâce à ces appuis et en parant certaines critiques que le projet éducatif des lasalliens s'impose graduellement en milieu urbain. Ainsi, malgré les réactions hostiles à leur projet et le discours agriculturiste d'une grande partie de l'Église catholique, les lasalliens ont contribué à répandre un modèle éducatif plus moderne et plus urbain en prise avec le milieu socioéconomique de sa clientèle étudiante.

Conclusion

En fait, c'est aussi le contexte social et économique, c'est-à-dire l'industrialisation, [illegible] modernisation et l'urbanisation accrues de la société québécoise qui militeront [illegible] mieux pour des projets réformateurs et des changements éducatifs d'envergure. Comme l'avaient déjà souligné Laurin, Juteau [illegible] Duchesne (1991) pour les communautés féminines, les congrégations enseignantes, tels les Frères des Écoles chrétiennes, ont ainsi participé à l'urbanisation du Québec. Cela a été possible, selon Nive Voisine, car « en Amérique du Nord, loin du cœur de l'Institut en France, existent bien des velléités de changement que suscite l'immersion dans un milieu géographique et culturel tout nouveau » (Voisine, 1987 : 229). Le projet éducatif des lasalliens de Québec, tel qu'exprimé dans divers mémoires et rapports, a porté de telles volontés de changement.

Par la suite, les frères lasalliens poursuivront leur œuvre et participeront aux grands débats sociaux qui s'amorceront bientôt sur la démocratisation et l'accessibilité de l'éducation. En 1952, leur Académie commerciale deviendra, pour une part, la faculté de Commerce de l'Université Laval (puis faculté d'Administration en 1965) et, d'autre part, un projet expérimental du nouveau programme collégial en 1965. Ce sera [illegible] Cégep de Sainte-Foy, l'un des tout premiers de la province. Somme toute, il n'est pas étonnant que nombre de propositions et idées des frères éducateurs se soient

retrouvées dans les propos du rapport de la Commission Parent : « En réalité, 1960 a commencé 30 ans plus tôt et Marie-Victorin, le père de l'université moderne au Québec, en a été un des plus brillants initiateurs. En 1930, on semait, en 1960, on récoltait[26] ».

Bibliographie

BENOÎT, Jean, « Bourgeoisie d'affaires, élite et identité économique de la ville de Québec à la fin du XIXe et au début du XXe siècle », *Actes du 28e congrès de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec*, Montréal, Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 1993, 144 p.

CHARLAND, Jean-Pierre, *L'entreprise éducative au Québec, 1840-1900*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000, 452 p.

CROTEAU, Georges, *Les frères éducateurs. 1920-1965. Promotion des études supérieures. Modernisation de l'enseignement public*, Ville LaSalle, Hurtubise, 1996, 193 p.

DANYLEWICZ, Marta, *Profession : religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*, Montréal, Boréal, 1988, 247 p.

DENAULT, Bernard et Benoît Lévesque, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, 1975, 220 p.

DUMONT, Micheline et Nadia Fahmy-Eid, *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986, 318 p.

DUSSAULT, Gabriel (en collaboration avec Gilles Martel), *Charisme et économie. Les cinq premières communautés masculines établies au Québec sous le régime anglais (1837-1870)*, Québec, Département de Sociologie, Faculté des Sciences sociales, Université Laval, 1981, 149 p.

HAMELIN, Jean, *Histoire de l'Université Laval : les péripéties d'une idée*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, 341 p.

HARE, John, Marc Lafrance et David-Thiery Ruddel, *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal/Musée canadien des civilisations, 1987, 399 p.

HEAP, Ruby, « Libéralisme et éducation au Québec à la fin du XIXe siècle », Yvan Lamonde, dir., *Combats libéraux au tournant du XXe siècle*, Montréal, Fides, 1995, p. 99-118.

LAPERRIÈRE, Guy, *Les congrégations religieuses. De la France au Québec 1880-1914*, tome I et tome II, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 1999, 228 p. et 597 p.

LAURIN, Nicole, Danielle Juteau et Lorraine Duchesne, *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*, Montréal, Le Jour, 1991, 424 p.

---

[26] Louis-Philippe Audet, « Jacques Rousseau », *Les cahiers des Dix*, 35, 1971, p. 10, cité par Voisine, 1991, p. 239.

LINTEAU, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I, Montréal, Boréal, 1989, 758 p.

TURCOTTE, Paul-André, *L'enseignement secondaire des frères éducateurs (1920-1970). Utopie* [redacted] *modernité*, Montréal, Bellarmin, 1988, 220 p.

VOISINE, Nive, *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, tome I, tome II et tome III, Sillery, Anne Sigier, 1987, 1991, 1999, 443 p., 471 p. et 407 [redacted]